

Recherches sociographiques



Denis MONIÈRE, *Pourquoi le Québec n'est pas encore libre. Une brève histoire du mouvement indépendantiste*, Montréal, VLB éditeur, 2021, 162 p.

Marc André Bodet

Volume 63, numéro 1-2, janvier–septembre 2022

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1092401ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1092401ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Bodet, M. (2022). Compte rendu de [Denis MONIÈRE, *Pourquoi le Québec n'est pas encore libre. Une brève histoire du mouvement indépendantiste*, Montréal, VLB éditeur, 2021, 162 p.] *Recherches sociographiques*, 63(1-2), 347–349.
<https://doi.org/10.7202/1092401ar>

état d'infériorité économique et leur permettre de s'émanciper par l'éducation, le commerce et l'industrie (chap. 7). Elle explose enfin avec la démarche d'un Camille Laurin qui, mettant fin aux tergiversations et autres fausses illusions concernant la promotion de la langue française et le respect du fait français au Québec, fait adopter la Charte de la langue française, moyen selon lui de redresser une situation linguistique déplorable, mais aussi de « redonner confiance, fierté et estime de soi à un peuple tenant à sa langue, mais devenu résigné et passif » (chap. 8).

Dans ce récit à huit moments (ou tournants), on retrouve les quatre temps du schéma historial coutumier grâce auquel les Québécois d'héritage canadien-français ont appris à donner sens à leur évolution dans le temps et à en prendre conscience : T¹ : quête de soi; T² : parcours dévié; T³ : faute à l'autre; T⁴ : relèvement (mais inachevé). Animé par la même empathie qu'avait Garneau pour son peuple, Bédard, grâce à son livre, se fait gardien d'une histoire et conservateur d'une mémoire. Il est dans la suite de son *Histoire du Québec pour les nuls* (Éditions First, 2015), ce qu'il admet sans fard.

Il va cependant plus loin, associant implicitement chacun des chapitres du livre à une « leçon d'histoire » découlant de l'examen du passé alors même que, en p. 16 de son ouvrage, il définit la science historique comme une discipline du contingent, du mouvement et de l'incertitude, ce qui est juste.

Quelles sont ces leçons d'histoire que l'auteur retient et que l'on pourrait considérer, s'il ne le fait lui-même, comme autant de commandements favorables à la persistance et à la prospérité des peuples – en tout cas du peuple québécois? De l'importance des alliances, bien sûr (1), mais aussi de l'essentialité des femmes comme fondatrices d'avenir (2); de l'impératif, également, d'avoir de la vision comme Pitt et pas seulement de la hauteur comme Choiseul (3); de la nécessité de s'élever par conviction (4); de l'utilité de l'histoire et des historiens pour constituer les nations (5); des avantages, pour parvenir au même but, de chefs politiques rassembleurs et déterminés (6); de l'importance d'une intelligentsia soucieuse des intérêts de la nation (7); et du bénéfique pour les peuples, en particulier pour le peuple québécois, de rester vigilants et mobilisés (8).

Préfacer de l'ouvrage et perspicace à propos de l'esprit du livre, Jacques Beauchamp écrit à la p. 9 que, pour Bédard « une partie du travail de l'historien consiste à participer à la fabrication d'un imaginaire collectif qui aide à la définition d'un peuple ». Il a raison. La contribution du professeur est méritante autant que militante.

Jocelyn LÉTOURNEAU

Université Laval
jocelyn.letourneau@celat.ulaval.ca

Denis MONIÈRE, *Pourquoi le Québec n'est pas encore libre. Une brève histoire du mouvement indépendantiste*, Montréal, VLB éditeur, 2021, 162 p.

Le nouvel essai du politologue Denis Monière revisite une question souvent débattue, mais jamais réglée : L'avenir politique du Québec. L'auteur a une

perspective bien campée sur le sujet qui lui permet de transformer une question ouverte en un apparent paradoxe. En effet, il se demande pourquoi le Québec n'est pas indépendant, présentant cet objectif comme la conséquence naturelle de l'état politique de la province.

Denis Monière demande dès les premières pages : « Comment juger et évaluer la situation dans laquelle on est si on ne dispose pas de points de repère? » (p. 7). Il construit d'ailleurs son propos en revisitant cinq périodes de l'histoire politique québécoise qui couvrent plus de deux cent cinquante ans de luttes et de défaites. L'auteur pose un regard bienveillant sur certaines époques (la décennie des Patriotes et les quinze années suivant 1960 en particulier) et se montre beaucoup plus critique pour le reste. Il approuve ces moments d'émancipation nationale empreints d'un désir réel de progrès et de liberté. Il note avec justesse que les décennies porteuses d'espoir (et de déceptions) sont largement noyées par de longues périodes de repli sur soi.

On arrive là au cœur du diagnostic de l'auteur. Des facteurs sociologiques, économiques et politiques ont mené les élites canadiennes-françaises puis québécoises à une impasse. On a cherché des justifications opportunistes ou pire, des alternatives imaginaires (l'autonomisme en prend ici pour son rhume) pour éviter de poser la vraie question de la liberté. Monière envisage un indépendantisme s'étant affranchi du nationalisme identitaire et des sentiments d'oppression pour plutôt se définir comme un combat pour la liberté. Il se montre sévère envers les acteurs et les partis qui ont trop souvent tenté d'attacher le projet indépendantiste à des objectifs moins fondamentaux, que ce soient les supposés intérêts supérieurs du Québec ou la protection culturelle.

Bien que la construction de son argumentaire lui soit propre, l'essai ne constitue pas une relecture originale de l'histoire politique du Québec. Denis Monière n'est pas le premier à idéaliser les révolutions, qu'elles soient patriotes ou tranquilles, ni à noircir le portrait des périodes plus conservatrices. Les contributions de l'auteur sont ailleurs. On notera surtout deux points. Premièrement, il nous rappelle que le projet indépendantiste est construit sur deux piliers : le nationalisme et la démocratie. On a trop souvent eu tendance à oublier ce deuxième pilier au cours de l'histoire et ainsi à réduire le mouvement à un réflexe identitaire. Deuxièmement, Monière nous rappelle que le projet indépendantiste québécois passe trop de temps à se définir en réaction au projet fédéraliste canadien. Cela a pour conséquences de maintenir le Canada dans la psyché québécoise et de transformer tout succès à l'intérieur de celui-ci en argument en faveur du maintien du statut de province. Ces conclusions méritent d'être méditées, et potentiellement intégrées à notre lecture de la question.

L'ouvrage a aussi ses faiblesses. Deux d'entre elles méritent une attention particulière. D'abord, l'auteur envisage le projet indépendantiste à partir de ses élites et oublie trop souvent de parler des citoyens qui prennent ultimement part à la décision électorale ou référendaire. La réponse la plus simple à la question servant de titre à l'ouvrage est peut-être simplement que les Québécois(es) ne veulent pas de cette liberté politique. Il y a des peuples pour qui la sécurité et la stabilité font foi de tout. Ensuite, Monière offre une lecture simplificatrice et surtout *a posteriori* de l'histoire politique québécoise. Je pense ici en particulier au jugement très sévère qu'il porte sur les courants moins radicaux qui dominent pendant la très large

majorité des années couvertes. Il est facile aujourd'hui de dire que le repli identitaire de la deuxième moitié du 19^e siècle ou encore les ambitions gouvernementales du Parti québécois d'après 1976 n'ont en rien réglé l'affaire. Je défendrais plutôt l'argument que les acteurs de ces époques ont fait ce qu'ils ont pu avec les cartes qu'ils avaient entre les mains.

En conclusion, ce type d'ouvrage a l'utilité de forcer les observateurs de la scène politique québécoise à retourner aux racines et aux mécanismes fondamentaux qui contraignent tout projet d'avenir. En ce sens, l'apport de Denis Monière est à saluer. Il reste maintenant à savoir si cette liberté qu'il espère tant passera par l'indépendance. Jusqu'à maintenant, le peuple québécois n'a pas été convaincu qu'il était nécessaire de sortir d'un nationalisme confortable, au risque de disparaître tranquillement.

Marc André BODET

Université Laval
marcandre.bodet@pol.ulaval.ca

Michel SARRA-BOURNET, *Entre corporatisme et libéralisme. Le patronat québécois dans l'après-guerre*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2021, 348 p.

Trois thèses orientent cet ouvrage que le regretté Michel Sarra-Bournet (1960-2019), historien et sociologue, consacra à l'histoire souvent négligée des associations patronales au Québec. La première thèse veut que les courants de pensée ou « idéologies » qui animent ces associations voient leur force respective varier suivant la conjoncture économique. En période de décroissance économique, l'idée de concertation et la collaboration des classes prédominent, alors que le retour de la prospérité s'accompagne de la résurgence des conflits d'intérêts et des luttes sociales. La seconde thèse a trait à l'ascension, à la faveur de la Révolution tranquille, d'une « nouvelle classe moyenne » dont les technocrates alors au service de l'État forment la couche la plus éminente. Enfin, la troisième thèse met en exergue la présence de deux idéologies concurrentes pendant toute la période étudiée, soit du début des années quarante à la fin des années soixante : ces deux conceptions, le corporatisme et le libéralisme, ont non seulement divisé les rangs des associations patronales, ce que l'auteur étudie avec minutie, mais auraient aussi été les idéologies dominantes à l'échelle de la société québécoise.

Pour étayer sa démonstration, Sarra-Bournet structure l'exposé de la manière suivante. Après une section introductive présentant de manière approfondie l'état des écrits scientifiques sur l'histoire des regroupements patronaux au Québec et explicitant les hypothèses retenues, l'auteur brosse un tableau général du contexte économique, social et politique d'après-guerre, en soulignant notamment que malgré les progrès de l'industrialisation, de l'urbanisation et de la démographie, le Québec accusait toujours un fort retard économique par rapport à l'Ontario, lequel a entretenu un sentiment d'infériorité chez les francophones (chapitre 1). Les deux chapitres subséquents (2 et 3) sont consacrés à l'analyse des deux groupes d'affaires les plus importants chez les francophones, soit l'Association professionnelle des